



ERRATUM

**Commission paritaire pour employés de
l'industrie chimique**

**CCT n° 118355/CO/207
du 31/10/2013**

Correction du texte en français :

- A l'article 3, ajouter le texte en gras dans la phrase suivante : « L'article 2 de la convention collective de travail du 21 mai 1991 est remplacé par le texte suivant : "Art. 2. Conformément au titre XIII, chapitre VIII, sections 1 1ère et 2ème de la loi du 27 décembre portant des dispositions diverses (Moniteur belge du 28 décembre 2006) et en application de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence, la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique conclut une convention collective de travail prorogeant **à durée indéterminée** un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds pour la promotion des initiatives de formation et d'emploi des groupes à risque et des employés dans l'industrie chimique" nommé ci-après "Fonds pour la formation professionnelle des employés de l'industrie chimique" et dont les statuts sont arrêtés ci-après. ».

ERRATUM

**Paritair Comité voor de bedienden uit de
scheikundige nijverheid**

**CAO nr. 118355/CO/207
van 31/10/2013**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- In artikel 3, de tekst in vet toevoegen in de volgende zin : « L'article 2 de la convention collective de travail du 21 mai 1991 est remplacé par le texte suivant : "Art. 2. Conformément au titre XIII, chapitre VIII, sections 1 1ère et 2ème de la loi du 27 décembre portant des dispositions diverses (Moniteur belge du 28 décembre 2006) et en application de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence, la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique conclut une convention collective de travail prorogeant **à durée indéterminée** un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds pour la promotion des initiatives de formation et d'emploi des groupes à risque et des employés dans l'industrie chimique" nommé ci-après "Fonds pour la formation professionnelle des employés de l'industrie chimique" et dont les statuts sont arrêtés ci-après. ».

- A l'article 7, alinéa 2, ajouter le texte en gras dans la phrase suivante : « S'il s'agit d'un groupe d'entreprises agissant en commun, le montant maximum à recevoir du fonds **de formation** ne peut jamais dépasser la somme des cotisations versées pour les employés par l'ensemble de ces entreprises au titre de la cotisation de 0.15 p.c., sauf exceptions approuvées par le comité de gestion du fonds de formation. ».

Décision du

- In artikel 7, 2de lid, de tekst in vet toevoegen in de volgende zin : « S'il s'agit d'un groupe d'entreprises agissant en commun, le montant maximum à recevoir du fonds **de formation** ne peut jamais dépasser la somme des cotisations versées pour les employés par l'ensemble de ces entreprises au titre de la cotisation de 0.15 p.c., sauf exceptions approuvées par le comité de gestion du fonds de formation. ».

Beslissing van

12-06-2014

Fonds de Formation

CCT du 31 octobre 2013 - Prolongation à durée indéterminée du Fonds pour la promotion des initiatives de formation et d'emploi des groupes à risques et des employés dans l'industrie chimique.

Article 1^{er}. – La CCT du 21 mai 1991 (nr 27824/co/207), modifiée par les conventions collectives de travail des 12 juillet 1991, 30 juin 1993, 15 juillet 1993, 20 juin 1995, 25 juin 1997, 4 mai 1999, 25 septembre 2001, 10 juin 2003, 25 juillet 2005, 26 juin 2007, 30 septembre 2009 et 1^{er} juillet 2011, conclues en Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, est prolongée à durée indéterminée.

Article 2. – L'article 1^{er} de la CCT du 21 mai 1991 est remplacé par le texte suivant :
" La présente CCT s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique et à tous les travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail d'employé. "

Article 3. – L'article 2 de la CCT du 21 mai 1991 est remplacé par le texte suivant :
"Art. 2. Conformément au Titre XIII, Chapitre VIII, sections 1^{ière} et 2^e de la loi du 27 décembre 2006 (MB du 28.12.2006) portant des dispositions diverses et en application de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence, la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique conclut une convention collective de travail prorogeant* un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds pour la promotion des initiatives de formation et d'emploi des groupes à risques et des employés dans l'industrie chimique" nommé ci-après "Fonds pour la formation professionnelle des employés de l'industrie chimique" et dont les statuts sont arrêtés ci-après." △

** à durée indéterminée*

Article 4. – La première phrase de l'article 3 de la convention collective de travail du 21 mai 1991 est remplacée par le texte suivant :
"La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de trois mois adressé par lettre recommandée au président de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président, le cachet de la poste faisant foi."


Article 5. – L'article 8 de la CCT du 21 mai 1991 est complété comme suit :
« Durant la première année d'occupation dans le secteur de l'industrie chimique, l'employé aura droit à un jour de formation relative à l'introduction générale/sécurité/prévention/ergonomie. Ce jour pourra, en concertation mutuelle et pour autant que cela ne perturbe pas l'organisation du travail, être éventuellement divisé en heures. Une attention particulière, dans le cadre des activités du Fonds de formation, sera apportée à la formation en matière d'introduction générale, de prévention, de sécurité et d'ergonomie, en particulier pour les employés nouvellement embauchés.

Article 6. – L'article 11 de la convention collective de travail du 21 mai 1991 est remplacé par le texte suivant :
"Art. 11. Le Fonds est financé par une cotisation patronale, déterminée par CCT conclue au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Les entreprises qui ont pris des initiatives similaires en vue de la promotion de l'emploi des groupes à risques, entérinées dans une CCT, déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, sont dispensées de cette cotisation."

Article 7. – L'article 14 de la convention collective de travail du 21 mai 1991 est remplacé par le texte suivant :

"Art. 14. Pour les dossiers introduit au Fonds suivant les règles fixées par le comité de gestion, une entreprise ne peut jamais obtenir du Fonds un montant supérieur à celui qu'elle a versé pour ses employés à partir du 1^{er} janvier 2010, au titre de la cotisation de 0,15%.

S'il s'agit d'un groupe d'entreprises agissant en commun, le montant maximum à recevoir du Fonds ne peut jamais dépasser la somme des cotisations versées pour les employés par l'ensemble de ces entreprises au titre de la cotisation de 0,15%, sauf exceptions approuvées par le comité de gestion du Fonds de formation. ** de formation* 

Par exception à ce qui est défini dans les deux alinéas précédents, le comité de gestion du Fonds de formation peut toutefois décider, pour la durée de la présente CCT, qu'il prévoit un remboursement qui dépasse le montant défini dans les alinéas précédents et qui est en ce cas plafonné à 5.000 EUR par an selon des règles à déterminer par le comité de gestion du Fonds de formation.

Par exception à ce qui est défini dans les trois alinéas précédents, le comité de gestion du Fonds de formation peut, pour la durée de la présente CCT, conformément aux règles qu'il déterminera, décider d'accorder une intervention financière aux entreprises qui, comme prévu à l'article 11, ont pris des initiatives similaires en vue de la promotion de l'emploi des groupes à risques et les ont entérinées dans une convention collective de travail d'entreprise ou d'un groupe d'entreprises, déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale".

Article 8. – Durée

La présente convention collective entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée au Président de la Commissions Paritaire pour employés de l'industrie chimique. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au Président, le cachet de la poste faisant foi.

La présente CCT sera déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par arrêté royal est demandée.

Fonds voor Vorming

CAO van 31 oktober 2013 tot verlenging voor onbepaalde duur van het Fonds tot bevordering van de vormings- en tewerkstellingsinitiatieven van risicogroepen en bedienden in de scheikundige nijverheid.

Artikel 1. – De CAO van 21 mei 1991 (nr 27824/co/207), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 12 juli 1991, 30 juni 1993, 15 juli 1993, 20 juni 1995, 25 juni 1997, 4 mei 1999, 25 september 2001, 10 juni 2003, 25 juli 2005, 26 juni 2007, 30 september 2009 en 1 juli 2011, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, wordt verlengd voor onbepaalde duur.

Artikel 2. – Artikel 1 van de CAO van 21 mei 1991 wordt vervangen door de volgende tekst: “Deze CAO is van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en op alle werknemers gebonden met hun werkgever door een arbeidsovereenkomst van bediende.”

Artikel 3. – Artikel 2 van de CAO van 21 mei 1991 wordt door de volgende tekst vervangen: “Art. 2. Overeenkomstig Titel XIII, hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen, (BS 28.12.2006) en in toepassing van de wet van 7 januari 1958 op de fondsen voor bestaanszekerheid, sluit het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid een CAO houdende verlenging voor onbepaalde duur van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd “Fonds voor de bevordering van de vormings- en tewerkstellingsinitiatieven van de risicogroepen en bedienden in de scheikundige nijverheid” hierna genoemd “Fonds voor de beroepsvorming van de bedienden in de scheikundige nijverheid” en waarvan de statuten hierna worden vastgelegd.

Artikel 4. – De eerste zin van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 1991 wordt door de volgende tekst vervangen:

“Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk der partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor bedienden van de scheikundige nijverheid. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt toegezonden. De poststempel geldt als bewijs.”.

Artikel 5. – Artikel 8 van de CAO van 21 mei 1991 wordt als volgt aangevuld:

“Tijdens het eerste jaar tewerkstelling van een bediende in de scheikundige nijverheid wordt een recht op één dag opleiding m.b.t. algemene introductie/veiligheid/preventie/ergonomie ingevoerd. Die dag kan, in onderling overleg en voor zover dit de arbeidsorganisatie niet verstoort, eventueel opgesplitst worden in uren. Er wordt, in het kader van de werkzaamheden van het Fonds voor vorming, bijzondere aandacht geschonken aan opleiding inzake algemene introductie/preventie, veiligheid en ergonomie, inzonderheid voor de nieuw aangeworven bedienden.

Artikel 6. – Artikel 11 van de CAO van 21 mei 1991 wordt door de volgende tekst vervangen: “Art.11. Het Fonds wordt gefinancierd door een werkgeversbijdrage, vastgesteld bij een in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid afgesloten CAO.

De bedrijven die gelijkaardige initiatieven hebben genomen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling van de risicogroepen, en deze hebben bekrachtigd in een CAO, neergelegd op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, zijn van deze bijdrage vrijgesteld.”

Artikel 7. – Artikel 14 van de CAO van 21 mei 1991 wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art.14. Voor de dossiers ingediend bij het Fonds volgens de door het beheerscomité vastgestelde regels kan een onderneming van het Fonds nooit een bedrag verkrijgen dat hoger is dan het bedrag dat zij voor haar bedienden gestort heeft sedert 1 januari 2010 uit hoofde van een bijdrage van 0,15%.

Indien het gaat om een groep van ondernemingen die gezamenlijk handelen, mag het van het vormingsfonds te verkrijgen maximum bedrag nooit hoger zijn dat de som van de bijdragen die gestort werden uit hoofde van een bijdrage van 0,15%, behoudens uitzonderingen goedgekeurd door het beheerscomité van het “Vormingsfonds”.

Als uitzondering op hetgeen bepaald is in de twee vorige alinea's, kan evenwel het beheerscomité van het Vormingsfonds, voor de duur van deze CAO, beslissen of het een terugbetaling voorziet die het bedrag zoals bepaald in de vorige alinea's overschrijdt, maar die in dit geval geplafonneerd is tot 5.000 EUR per jaar overeenkomstig door het beheerscomité van het Vormingsfonds te bepalen regels.

Als uitzondering op hetgeen bepaald is in de drie vorige alinea's, kan evenwel het beheerscomité van het Vormingsfonds, voor de duur van deze CAO, overeenkomstig de door het beheerscomité te bepalen regels, beslissen dat het een financiële tussenkomst toekent aan de bedrijven die, zoals voorzien in artikel 11, gelijkaardige initiatieven hebben genomen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling van de risicogroepen, en deze hebben bekrachtigd in een CAO van de onderneming of van een groep van ondernemingen, neergelegd op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.”

Artikel 8. – Duur

Deze CAO treedt in werking op 1 januari 2013 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Ze kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de Voorzitter wordt toegezonden. De poststempel geldt als bewijs.

Deze CAO zal worden neergelegd op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de algemeen verbindende kracht bij koninklijk besluit wordt gevraagd.